

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE PRIMA

LEGGI E REGOLAMENTI

Loi régionale n° 8 du 19 mai 2005,

portant dispositions en matière de célébrations du soixantième anniversaire de la Libération et de l'Autonomie en Vallée d'Aoste.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Finalités)

1. En vue des célébrations du soixantième anniversaire de la Libération et de l'Autonomie, la Région encourage, organise et finance la réalisation d'un programme d'initiatives au titre des années 2005, 2006, 2007 et 2008 dans le but de:
 - a) favoriser l'approfondissement de la réflexion quant au rôle fondamental de la Résistance en Vallée d'Aoste et à celui de la population valdôtaine dans la lutte de libération contre le nazifascisme;
 - b) diffuser la connaissance et favoriser la prise de conscience, surtout auprès des jeunes générations, de la période historique qui s'est écoulée entre la Libération et l'approbation du Statut spécial, ainsi que des valeurs de démocratie et d'autonomie qui s'y sont affirmées;
 - c) considérer le patrimoine historique, culturel, idéal et identitaire de la Résistance et de l'Autonomie qui a abouti à la rédaction du Statut spécial et à l'organisation juridique de la Région en tenant compte de son caractère toujours actuel et valable, et ce, même au vu des changements institutionnels qui touchent l'Italie et l'Europe.

Art. 2
(Comité pour les célébrations du soixantième anniversaire de la Libération et de l'Autonomie de la Vallée d'Aoste)

1. Le Comité pour les célébrations du soixantième anni-

PREMIÈRE PARTIE

LOIS ET RÈGLEMENTS

Legge regionale 19 maggio 2005, n. 8

Disposizioni per la celebrazione del sessantesimo anniversario della Liberazione e dell'Autonomia in Valle d'Aosta.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Finalità)

1. La Regione celebra il sessantesimo anniversario della Liberazione e dell'Autonomia, promuovendo, organizzando e finanziando un programma di iniziative per gli anni 2005, 2006, 2007 e 2008, con l'obiettivo di:
 - a) approfondire la riflessione sull'importante contributo dato dalla Resistenza in Valle d'Aosta e dalla popolazione valdostana alla lotta per la Liberazione dal nazifascismo;
 - b) diffondere, in particolare presso le giovani generazioni, la conoscenza e la coscienza di quel periodo storico e dei valori di democrazia e di autonomia affermatissimi;
 - c) considerare nella sua attualità e perdurante validità, anche alla luce dei mutamenti istituzionali in atto in Italia e in Europa, il patrimonio storico, culturale, ideale e identitario della Resistenza e dell'Autonomia, trasfusi nello Statuto speciale e nell'ordinamento valdostano.

Art. 2
(Comitato per le celebrazioni del sessantesimo anniversario della Liberazione e dell'Autonomia della Valle d'Aosta)

1. È costituito con decreto del Presidente della Regione, da

- versaire de la Libération et de l'Autonomie de la Vallée d'Aoste, désigné par la suite comme Comité, est constitué par un arrêté du Président de la Région qui sera adopté dans les trente jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.
2. Le Comité est un organe consultatif et de propositions de la Région.
 3. Il est composé:
 - a) du Président de la Région qui le préside;
 - b) du Président du Conseil régional;
 - c) de l'Assesseur régional compétent en matière d'éducation et de culture;
 - d) du Président de la commission du Conseil compétente en matière d'institutions et d'autonomie;
 - e) du Président de la commission du Conseil compétente en matière d'éducation et de culture;
 - f) d'un représentant de la minorité du Conseil, désigné par celle-ci;
 - g) du Recteur de l'Université della Valle d'Aosta / Université de la Vallée d'Aoste;
 - h) d'un représentant des collectivités locales, désigné par le Conseil permanent des collectivités locales visé à l'article 60 de la loi régionale n° 54 du 7 décembre 1998, portant système des autonomies en Vallée d'Aoste;
 - i) d'un représentant désigné par l'Institut historique de la Résistance et de la société contemporaine en Vallée d'Aoste;
 - j) d'un représentant désigné par les associations d'anciens combattants et d'anciens internés qui œuvrent à l'échelon régional;
 - k) d'un représentant désigné par le Comité de la Vallée d'Aoste de l'Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI).
 4. Les membres du Comité peuvent déléguer d'autres personnes à l'effet de les remplacer aux réunions de travail.
 5. Les experts, les responsables choisis pour les différentes initiatives et les syndics des communes concernées peuvent être invités à participer aux réunions du Comité.
 6. Le Comité collecte, examine et étudie les propositions quant aux célébrations afin de pouvoir élaborer le programme visé à l'article 1^{er} de la présente loi et veille à la réalisation de ce dernier.
 7. Des commissions peuvent être constituées au sein du Comité afin de traiter des sujets spécifiques.
 8. Le Comité et les éventuelles commissions sont secondés, dans leur travail, par un secrétariat opérationnel institué auprès du Cabinet de la Présidence de la Région. Le personnel qui y est affecté ainsi que les figures professionnelles spécifiques nécessaires à l'activité du Comité appartiennent à l'Administration régionale.
 9. Le Comité demeure en fonction jusqu'au 30 mars 2008 ou, éventuellement, jusqu'à la date d'achèvement des initiatives programmées.
- adottarsi entro trenta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, il Comitato per le celebrazioni del sessantesimo anniversario della Liberazione e dell'Autonomia della Valle d'Aosta, di seguito denominato Comitato.
2. Il Comitato è organo consultivo e propositivo della Regione.
 3. Il Comitato è composto da:
 - a) il Presidente della Regione, che lo presiede;
 - b) il Presidente del Consiglio regionale;
 - c) l'Assessore regionale competente in materia di istruzione e cultura;
 - d) il Presidente della Commissione consiliare competente in materia di istituzioni e autonomia;
 - e) il Presidente della commissione consiliare competente in materia di educazione e di cultura;
 - f) un rappresentante della minoranza consiliare, da essa designato;
 - g) il Rettore dell'Università della Valle d'Aosta/ Université de la Vallée d'Aoste;
 - h) un rappresentante degli enti locali, designato dal Consiglio permanente degli enti locali di cui all'articolo 60 della legge regionale 7 dicembre 1998, n. 54 (Sistema delle autonomie in Valle d'Aosta);
 - i) un rappresentante designato dall'Istituto storico della Resistenza e della società contemporanea in Valle d'Aosta;
 - j) un rappresentante designato dalle associazioni di ex combattenti ed ex internati operanti a livello regionale;
 - k) un rappresentante designato dal Comitato Valle d'Aosta dell'Associazione nazionale partigiani d'Italia (ANPI).
 4. I componenti del Comitato possono designare a partecipare alle riunioni di lavoro persona da loro delegata.
 5. Al Comitato possono essere invitati a partecipare gli esperti, i responsabili individuati per le singole iniziative e i Sindaci dei Comuni di volta in volta interessati.
 6. Il Comitato raccoglie, esamina ed elabora le proposte di iniziative celebrative al fine della predisposizione del programma di cui all'articolo 1 e monitora la realizzazione del programma stesso.
 7. In seno al Comitato possono essere costituite commissioni per la trattazione di singoli argomenti.
 8. Il Comitato e le eventuali commissioni si avvalgono, per le loro funzioni, di una segreteria operativa presso l'ufficio di Gabinetto della Presidenza della Regione. Il relativo personale e le specifiche professionalità occorrenti all'attività di supporto del Comitato sono forniti dalla Regione.
 9. Il Comitato resta in carica fino al 30 marzo 2008 o, comunque, fino alla data di completamento delle iniziative programmate.

10. La participation aux travaux du Comité ou des commissions constituées en son sein ne donne pas lieu à rémunération.

Art. 3
(Programme)

1. Sur proposition du Comité, le Gouvernement régional approuve par délibération le programme visé à l'article 1^{er} de la présente loi et ses modifications, et désigne les structures régionales compétentes ainsi que les autres sujets auxquels est confiée la réalisation des différentes initiatives.
2. Le programme comprend les initiatives qui sont réalisées directement par la Région ou avec son aide, conformément aux dispositions en vigueur, et celles qui ont obtenu son parrainage moral du fait qu'elles répondent aux finalités de la présente loi. Il s'agit en particulier:
 - a) des commémorations;
 - b) de la présentation, de l'achat, de la distribution et de la réalisation de publications, de documents vidéos ou multimédias;
 - c) des expositions, fixes ou itinérantes;
 - d) des débats dans le cadre de congrès ou de séminaires;
 - e) des initiatives à but didactique ou de vulgarisation, organisées dans les institutions scolaires de la Région;
 - f) des aides et des bourses d'études destinées aux étudiants et aux universitaires qui effectuent des recherches d'une grande valeur scientifique et novatrices, sur les sujets suivants:
 - 1) la Résistance en Vallée d'Aoste;
 - 2) les origines et les bases de l'organisation juridique valdôtaine, en particulier pour ce qui est de la période allant de la Libération à l'approbation du Statut spécial;
 - 3) le développement de l'organisation autonomiste valdôtaine, ses spécificités, son actualité et ses perspectives.

Art. 4
(Renvoi)

1. La réglementation de toute autre mesure relative à la mise en application de la présente loi est déferée au Gouvernement régional, qui prend ses propres délibérations, en particulier pour la définition:
 - a) des modalités de fonctionnement du Comité;
 - b) de la campagne de communication destinée à diffuser le programme des célébrations;
 - c) des modalités d'organisation des différentes initiatives.

Art 5
(Dispositions financières)

1. Aux fins de l'application du programme visé à l'article 1^{er} de la présente loi, un nouveau chapitre dénommé

10. La partecipazione ai lavori del Comitato o delle commissioni presso di esso costituite non comporta remunerazione alcuna.

Art. 3
(Programma)

1. La Giunta regionale, su proposta del Comitato, approva con propria deliberazione il programma di cui all'articolo 1 e le sue successive integrazioni o modificazioni, individuando altresì le strutture regionali competenti e gli altri soggetti ai quali è affidata la realizzazione delle singole iniziative.
2. Nel programma rientrano le iniziative che sono realizzate direttamente dalla Regione o con il suo contributo, in base alle disposizioni vigenti, e quelle che hanno ottenuto il patrocinio morale della stessa in quanto rispondenti alle finalità della presente legge, ed in particolare le seguenti:
 - a) commemorazioni;
 - b) presentazione, acquisto, distribuzione e realizzazione di pubblicazioni, di documenti video e multimediali;
 - c) eventi espositivi, stabili o itineranti;
 - d) momenti di confronto, quali convegni, congressi e seminari;
 - e) iniziative divulgative e didattiche presso le istituzioni scolastiche della regione;
 - f) contributi e borse di studio per studenti e ricercatori universitari che predispongano elaborati di alto valore scientifico e avente carattere di novità, sui seguenti argomenti:
 - 1) la Resistenza in Valle d'Aosta;
 - 2) le origini e i fondamenti dell'ordinamento valdostano, con particolare riferimento al periodo intercorrente tra la Liberazione e l'approvazione dello Statuto speciale;
 - 3) lo sviluppo dell'ordinamento autonomistico valdostano, la sua specialità, la sua attualità e le sue prospettive.

Art. 4
(Rinvio)

1. La disciplina di ogni altro adempimento relativo all'attuazione della presente legge è demandata alla Giunta regionale, che vi provvede con proprie deliberazioni relative, in particolare, alla definizione:
 - a) delle modalità di funzionamento del Comitato;
 - b) della campagna di comunicazione volta a divulgare il programma delle celebrazioni;
 - c) delle modalità di organizzazione delle singole iniziative.

Art. 5
(Disposizioni finanziarie)

1. Per l'attuazione del programma di cui all'articolo 1 è istituito un nuovo capitolo denominato «Fondo per la

«Fonds pour la célébration du soixantième anniversaire de la Libération et de l'Autonomie» est institué et bénéficie d'une dotation de 100.000 euros pour 2005 et de 50.000 euros par an à compter de 2006.

2. La dépense visée au premier alinéa du présent article est couverte par les crédits inscrits à l'état prévisionnel des dépenses du budget 2005 et du budget pluriannuel 2005/2007 de la Région, au titre de l'objectif programmatique 2.1.6.02 (Congrès, colloques et manifestations).
3. La dépense visée au premier alinéa du présent article est financée par le prélèvement d'un montant correspondant des crédits inscrits au chapitre 69000 (Fonds global pour le financement de dépenses ordinaires) de l'objectif programmatique 3.1. (Fonds globaux), à valoir sur les fonds visés au point A.7 de l'annexe n° 1 du budget 2005 et du budget pluriannuel 2005/2007 de la Région.
4. Pour l'application de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer, sur proposition de l'assesseur régional compétent en matière de budget, les rectifications du budget s'avérant nécessaires, les prélèvements de crédits du fonds visé au premier alinéa du présent article et l'inscription de crédits à des chapitres de la partie dépenses existants ou à instituer.

Art. 6
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'article 31 du Statut spécial pour la Vallée d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 19 mai 2005.

Le président,
Carlo PERRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 66

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 557 du 28.02.2005) ;
- présenté au Conseil régional en date du 09.03.2005 ;
- soumis aux Commissions permanentes du Conseil I^{ère} et V^{ème} en date du 21.03.2005 ;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de

celebrazione del sessantesimo anniversario della Liberazione e dell'Autonomia» la cui dotazione è determinata in euro 100.000 per l'anno 2005 e in annui euro 50.000 a decorrere dall'anno 2006.

2. L'onere di cui al comma 1 trova copertura nello stato di previsione della spesa del bilancio per l'anno finanziario 2005 e in quello pluriennale per il triennio 2005/2007, nell'obiettivo programmatico 2.1.6.02 «Congressi, convegni e manifestazioni».
3. Al finanziamento dell'onere di cui al comma 1 si provvede mediante utilizzo, per pari importo, dello stanziamento iscritto al capitolo 69000 «Fondo globale per il finanziamento di spese correnti» dell'obiettivo programmatico 3.1. «Fondi globali», a valere sugli specifici accantonamenti previsti al punto A.7 dell'allegato 1 al bilancio per l'anno finanziario 2005 e a quello per il triennio 2005/2007.
4. Per l'applicazione della presente legge la Giunta regionale è autorizzata a disporre, con propria deliberazione e su proposta dell'assessore regionale competente in materia di bilancio, le occorrenti variazioni di bilancio nonché i prelievi dal fondo di cui al comma 1 e le iscrizioni in capitoli di spesa già esistenti ovvero da istituire.

Art. 6
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'articolo 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 19 maggio 2005.

Il Presidente
PERRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 66

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 557 del 28.02.2005);
- presentato al Consiglio regionale in data 09.03.2005;
- assegnato alle Commissioni consiliari permanenti I e V in data 21.03.2005;
- assegnato alla Commissione Affari generali, per il parere di

- l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 21.03.2005 ;
- examiné par la V^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 08.04.2005 – nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller CESAL ;
 - examiné par la I^{ère} Commission permanente du Conseil – avis en date du 14.04.2005 – nouveau texte de la V^{ème} Commission et rapport du Conseiller CESAL ;
 - examiné par la II^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 18.04.2005 – nouveau texte de la V^{ème} Commission permanente du Conseil ;
 - approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 11.05.2005, délibération n° 1309/XII ;
 - transmis au Président de la Région en date du 17.05.2005.

compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 21.03.2005;

- esaminato dalla V Commissione consiliare permanente, con parere in data 08.04.2005, nuovo testo della Commissione e relazione del Consigliere CESAL;
- esaminato dalla I Commissione consiliare permanente, con parere in data 14.04.2005, nuovo testo della V Commissione e relazione del Consigliere CESAL;
- esaminato dalla II Commissione consiliare permanente, con parere in data 18.04.2005, nuovo testo della V Commissione consiliare permanente;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 11.05.2005, con deliberazione n. 1309/XII;
- trasmesso al Presidente della Regione in data 17.05.2005.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

«Art. 60
(Istituzione)

1. *Al fine di favorire la partecipazione degli enti locali alla politica regionale ed al fine di dare attuazione alla presente legge, è istituito il Consiglio permanente degli enti locali quale organismo di rappresentanza degli enti locali della Valle d'Aosta, dotato di autonomia funzionale e organizzativa.».*

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
19 MAGGIO 2005, N. 8

Nota all'articolo 2:

- ⁽¹⁾ L'articolo 60 della legge regionale 7 dicembre 1998, n. 54 prevede quanto segue:

Legge regionale 19 maggio 2005, n. 9.

Disposizioni per il finanziamento regionale del servizio di soccorso sulle piste di sci di fondo.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Oggetto)

1. In considerazione del rilevante interesse pubblico che riveste il servizio di soccorso sulle piste di sci di fondo, la Regione assume a proprio carico le spese necessarie per assicurarne l'effettuazione.

Art. 2
(Organizzazione e gestione del servizio)

1. La responsabilità organizzativa e gestionale del servizio di soccorso sulle piste di sci di fondo è affidata ai soggetti cui compete la gestione delle piste interessate.

Loi régionale n° 9 du 19 mai 2005,

portant dispositions pour le financement par la Région du service de secours sur les pistes de ski de fond.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Objet)

1. Le service de secours sur les pistes de ski de fond présentant un caractère d'intérêt public, la Région prend en charge les dépenses nécessaires y afférentes.

Art. 2
(Organisation et gestion du service)

1. La responsabilité de l'organisation et de la gestion du service de secours sur les pistes de ski de fond est confiée aux sujets chargés de la gestion desdites pistes.

2. I gestori delle piste di sci di fondo sono tenuti a comunicare alla struttura regionale competente in materia di piste di sci le date di apertura e di chiusura al pubblico delle piste da essi gestite.

Art. 3
(Oneri a carico della Regione)

1. La Giunta regionale approva annualmente, entro i limiti degli stanziamenti di bilancio, l'ammontare massimo della spesa destinata al finanziamento del servizio di soccorso sulle piste di sci di fondo, nonché la sua ripartizione fra i gestori delle piste interessati, in relazione alla lunghezza delle piste regolarmente classificate ai sensi dell'articolo 3 della legge regionale 17 marzo 1992, n. 9 (Norme in materia di esercizio ad uso pubblico di piste di sci).
2. Per l'attuazione di quanto disposto al comma 1, i gestori delle piste di sci di fondo sono tenuti a presentare alla struttura regionale competente in materia di piste di sci, entro il 30 settembre di ogni anno, apposita domanda corredata di un elenco delle piste di cui il gestore preveda, in presenza di sufficienti condizioni di innevamento e fatte salve le esigenze di sicurezza, il funzionamento per almeno trenta giorni durante la successiva stagione invernale.

Art. 4
(Modalità di liquidazione)

1. Alla liquidazione della spesa di cui all'articolo 3, comma 1, provvede, con proprio provvedimento, il dirigente della struttura regionale competente in materia di piste di sci, con le seguenti modalità:
 - a) il 70 per cento della spesa relativa alla stagione invernale, di norma entro il 30 novembre;
 - b) il saldo della spesa relativa alla stagione invernale, di norma entro il 30 giugno dell'anno successivo.
2. La liquidazione è subordinata alla verifica dell'effettivo e regolare svolgimento del servizio di soccorso.

Art. 5
(Riduzioni)

1. Qualora sia accertato un periodo di funzionamento invernale delle piste inferiore a trenta giorni, la liquidazione della spesa è disposta in misura proporzionalmente ridotta, fatto comunque salvo il recupero delle eventuali somme eccedenti già liquidate ai sensi dell'articolo 4, comma 1, lettera a).

Art. 6
(Rinvio)

1. La Giunta regionale disciplina con propria deliberazione ogni ulteriore adempimento o aspetto relativo alle procedure concernenti la concessione e la liquidazione dei finanziamenti di cui alla presente legge.

2. Les gestionnaires de pistes de ski de fond sont tenus d'informer la structure régionale compétente en matière de pistes de ski des dates d'ouverture au public et de fermeture des pistes qu'ils gèrent.

Art. 3
(Frais à la charge de la Région)

1. Chaque année, le Gouvernement régional fixe le plafond des financements destinés au service de secours sur les pistes de ski de fond et pourvoit à la répartition des sommes en question entre les gestionnaires des pistes concernées, en fonction de la longueur desdites pistes, dûment classifiées aux termes de l'art. 3 de la loi régionale n° 9 du 17 mars 1992 relative aux mesures en matière d'exploitation de pistes de ski à usage public.
2. En vue de l'application des dispositions visées au premier alinéa du présent article, chaque année, le 30 novembre au plus tard, les gestionnaires des pistes de ski de fond adressent à la structure régionale compétente en matière de pistes de ski une demande à cet effet, assortie de la liste des pistes qu'ils pensent ouvrir au public pendant au moins trente jours au cours de la saison d'hiver suivante, sous réserve de conditions d'enneigement et de sécurité correctes.

Art. 4
(Modalités de liquidation)

1. Le dirigeant de la structure régionale compétente en matière de pistes de ski prend un acte liquidant la dépense visée au premier alinéa de l'art. 3 selon les modalités suivantes :
 - a) 70 % de la dépense relative à la saison d'hiver, d'ordinaire avant le 30 novembre ;
 - b) le solde de la dépense relative à la saison d'hiver, d'ordinaire avant le 30 juin de l'année suivante.
2. La liquidation desdites sommes est subordonnée au contrôle de la bonne exécution et du caractère effectif du service de secours.

Art. 5
(Réductions)

1. S'il s'avère que les pistes ont été ouvertes au public pendant moins de trente jours, le montant de la liquidation est réduit proportionnellement à la durée d'ouverture des pistes, sans préjudice du remboursement de tout montant excédentaire déjà liquidé conformément à la lettre a) du premier alinéa de l'art. 4.

Art. 6
(Renvoi)

1. Le Gouvernement régional définit par délibération toute mesure ultérieure ou procédure d'octroi et de liquidation des financements visés à la présente loi.

2. La deliberazione di cui al comma 1 è pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione.

Art. 7
(Disposizione transitoria)

1. Relativamente alla stagione invernale 2004/2005, la domanda di cui all'articolo 3, comma 2, deve essere presentata entro trenta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.
2. Il dirigente della struttura regionale competente in materia di piste di sci, previa verifica dell'effettivo e regolare svolgimento del servizio di soccorso, provvede alla liquidazione, a saldo in un'unica soluzione, della spesa relativa alle domande presentate ai sensi del comma 1.

Art. 8
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere derivante dall'applicazione della presente legge è valutato in euro 400.000 per l'anno 2005 (stagioni invernali 2004/2005 e 2005/2006) e in euro 200.000 per gli anni seguenti.
2. L'onere di cui al comma 1 trova copertura nello stato di previsione della spesa del bilancio della Regione per l'anno finanziario 2005 e di quello pluriennale per il triennio 2005/2007 nell'obiettivo programmatico 2.2.1.11. (Protezione civile) e si provvede mediante la riduzione di pari importo dello stanziamento iscritto al capitolo 69000 (Fondo globale per il finanziamento di spese correnti) dell'obiettivo programmatico 3.1 (Fondi globali), a valere sugli accantonamenti previsti all'allegato 1 punto B.2.1. (Effettuazione del servizio di soccorso sulle piste di sci di fondo) ai medesimi bilanci.
3. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, su proposta dell'assessore regionale competente in materia di bilancio, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 9
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'articolo 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 19 maggio 2005.

Il Presidente
PERRIN

2. La délibération visée au premier alinéa du présent article est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Art. 7
(Dispositions transitoires)

1. Pour ce qui est de la saison d'hiver 2004/2005, la demande visée au deuxième alinéa de l'art. 3 doit être présentée dans les trente jours qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi.
2. Après vérification de la bonne exécution et du caractère effectif du service de secours, le dirigeant de la structure régionale compétente en matière de pistes de ski pourvoit à la liquidation en un seul versement du solde de la dépense relative aux demandes présentées conformément au 1^{er} alinéa du présent article.

Art. 8
(Dispositions financières)

1. La dépense dérivant de l'application de la présente loi est fixée à 400 000 euros pour l'année 2005 (saisons d'hiver 2004/2005 et 2005/2006) et à 200 000 euros par an, pour les années suivantes.
2. La dépense visée au premier alinéa du présent article est couverte par les crédits inscrits à l'état prévisionnel des dépenses du budget 2005 et du budget pluriannuel 2005/2007 de la Région, au titre de l'objectif programmatique 2.2.1.11 (Protection civile) et est financée par la réduction d'un montant correspondant des crédits inscrits au chapitre 69000 (Fonds global pour le financement de dépenses ordinaires) de l'objectif programmatique 3.1 (Fonds global) à valoir sur les provisions du point B.2. 1 de l'annexe 1 (Service de secours sur les pistes de ski de fond) du budget 2005 et du budget pluriannuel 2005/2007 de la Région.
3. Aux fins de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer les rectifications du budget s'avérant nécessaires, sur proposition de l'assesseur régional compétent en matière de budget et de finances.

Art. 9
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'art. 31 du Statut spécial pour la Vallée d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 19 mai 2005

Le président,
Carlo PERRIN

LAVORI PREPARATORI

- Disegno di legge n. 67
- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 776 del 21.03.2005);
 - presentato al Consiglio regionale in data 25.03.2005;
 - assegnato alla V Commissione consiliare permanente in data 08.04.2005;
 - assegnato alla Commissione Affari generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 08.04.2005;
 - esaminato dalla V Commissione consiliare permanente, con parere in data 14.04.2005 e relazione del Consigliere CESAL;
 - esaminato dalla II Commissione consiliare permanente in data 18.04.2005;
 - approvato dal Consiglio regionale nella seduta dell'11.05.2005, con deliberazione n. 1311/XII;
 - trasmesso al Presidente della Regione in data 17.05.2005.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- Projet de loi n° 67
- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 776 du 21.03.2005) ;
 - présenté au Conseil régional en date du 25.03.2005 ;
 - soumis à la V^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 08.04.2005 ;
 - soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 08.04.2005 ;
 - examiné par la V^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 14.04.2005 et rapport du Conseiller CESAL ;
 - examiné par la II^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 18.04.2005 ;
 - approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 11.05.2005, délibération n° 1311/XII ;
 - transmis au Président de la Région en date du 17.05.2005.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE 19 MAGGIO 2005, N. 9

Nota all'articolo 1:

- (1) L'articolo 3 della legge regionale 17 marzo 1992, n. 9 prevede quanto segue:

«Art. 3.

(Classificazione delle piste di discesa
e delle piste di fondo)

1. L'apertura al pubblico di piste di sci di discesa e di fondo è subordinata a classificazione delle piste stesse, da effettuarsi secondo i criteri e previa verifica dei requisiti tecnici di cui all'allegato A.
2. Ai fini della classificazione le piste realizzate dopo l'entrata in vigore della legge regionale 4 marzo 1991, n. 6, concernente "Disciplina della procedura di valutazione dell'impatto ambientale", devono essere compatibili con tale normativa.
3. Hanno titolo a presentare la domanda di classificazione:
 - a) per le piste di discesa, il gestore degli impianti di trasporto a fune posti a servizio delle piste stesse;
 - b) per le piste di fondo, il soggetto che ne assicura la manutenzione e battitura.
4. Il soggetto richiedente la classificazione assume, a classificazione avvenuta, la funzione di gestore della pista classificata.
5. La domanda di classificazione è presentata al servizio competente dell'Assessorato regionale del turismo, sport e beni culturali, corredata dalla seguente documentazione in

triplice copia:

- a) planimetria a curve di livello, in scala 1: 10.000, del comprensorio sciistico con indicazione del complesso delle piste, nonché degli impianti, delle infrastrutture e dei servizi ad esse funzionali, con riferimento anche ad eventuali sviluppo programmati;
- b) planimetria a curve di livello, in scala minima non minore a 1: 4.000, di ogni singola pista sulla quale deve essere riportato:
 - 1) l'esatto tracciato della pista e dei collegamenti ad altre piste, anche di soggetti differenti;
 - 2) i tratti di pista soggetti all'utilizzo di più società di impianti di risalita;
 - 3) gli impianti, le infrastrutture ed i servizi funzionali alle piste;
 - 4) la localizzazione, la tipologia e i contenuti della segnaletica direzionale, la tipologia dei sistemi di delimitazione della pista;
 - 5) i sistemi di protezione contro gli infortuni;
 - 6) le indicazioni relative alle particolarità morfologiche della pista;
 - 7) le tipologie e l'entità di opere eventualmente programmate (allargamenti, disboscamenti, spietramenti, inerbimenti, livellamenti, ecc.);
 - 8) l'indicazione delle sezioni di cui alla lettera c);
- c) sezioni trasversali;
- d) carta delle pendenze in scala minima 1: 4.000;
- e) estratto delle tavole di azionamento del PRGC riportanti il tracciato della pista;
- f) carta e relazione geologica inerente la pista e le aree limitrofe;
- g) relazione tecnica articolata nei seguenti argomenti:
 - 1) caratteristiche della pista (pendenza longitudinale media e massima, dislivelli, pendenze trasversali, larghezza media e minima, lunghezza orizzontale e inclinata sull'asse della pista, superfici, quote altimetriche, orientamento dei versanti, ecc.);
 - 2) connotati dei siti attraversati (morfologia e struttu-

- ra del terreno, colture in atto);
- 3) descrizioni di eventuali opere necessarie al completamento della pista e delle infrastrutture che la interessano (scavi, movimenti terra, reinerbimenti, rete di canali per la raccolta acque superficiali, ecc.);
 - 4) valutazioni dimensionali della pista in relazione alla funzionalità del comprensorio e alla portata degli impianti alla stessa afferenti;
 - 5) proposta motivata di classificazione della pista;
 - h) per le piste di nuova realizzazione o per significativi in-

- terventi su piste esistenti è altresì richiesto un progetto delle sistemazioni idrogeologiche.
6. L'Assessorato regionale del turismo, sport e beni culturali, verificata la regolarità formale della domanda, provvede, entro sessanta giorni, all'inoltro della stessa alla Commissione di cui all'articolo 6, per il prescritto parere.
 7. Acquisito il parere di cui al comma sei, l'Assessore regionale al turismo, sport e beni culturali provvede, entro trenta giorni, con proprio decreto, alla classificazione della pista.».

Legge regionale 19 maggio 2005, n. 10.

Disposizioni in materia di controllo sulla gestione finanziaria ed istituzione della relativa Autorità di vigilanza.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Finalità ed oggetto)

1. In attuazione del combinato disposto degli articoli 2, primo comma, lettere a) e b), e 3, primo comma, lettera f), della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), e 10 della legge costituzionale 18 ottobre 2001, n. 3 (Modifiche al titolo V della parte seconda della Costituzione), e al fine di assicurare il controllo sulla corretta gestione delle risorse collettive da parte della Regione, degli enti locali, dei loro enti ed aziende strumentali, in qualsiasi forma costituiti, la presente legge detta disposizioni per l'istituzione ed il funzionamento dell'Autorità di vigilanza sulla gestione finanziaria.

Art. 2
(Istituzione dell'Autorità di vigilanza sulla gestione finanziaria)

1. È istituita, presso il Consiglio regionale, l'Autorità di vigilanza sulla gestione finanziaria, di seguito denominata Autorità, per la verifica della correttezza della gestione finanziaria, con particolare riguardo ai criteri di efficacia, efficienza ed economicità, della Regione e degli altri enti di cui all'articolo 1.

Art. 3
(Composizione e nomina)

1. L'Autorità è organo imparziale che opera in piena autonomia e con indipendenza di giudizio e di valutazione.

Loi régionale n° 10 du 19 mai 2005,

portant dispositions en matière de contrôle sur la gestion des finances publiques et institution de l'Autorité de contrôle y afférente.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Buts et objet)

1. En application des dispositions combinées des lettres a) et b) du premier alinéa de l'art. 2 et de la lettre f) du premier alinéa de l'art. 3 de la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 (Statut spécial pour la Vallée d'Aoste), ainsi que de l'art. 10 de la loi constitutionnelle n° 3 du 18 octobre 2001 (Modification du titre V de la deuxième partie de la Constitution), et afin d'assurer le contrôle sur la gestion des finances publiques de la Région, des collectivités locales et de leurs agences et établissements opérationnels, constitués sous quelque forme juridique que ce soit, la présente loi fixe les dispositions relatives à l'institution et au fonctionnement de l'Autorité de contrôle sur la gestion des finances publiques.

Art. 2
(Institution de l'Autorité de contrôle sur la gestion des finances publiques)

1. L'Autorité de contrôle sur la gestion des finances publiques, ci-après dénommée Autorité, est instituée auprès du Conseil régional. Elle a pour mandat de vérifier si la Région et les autres organismes visés à l'art. 1^{er} de la présente loi assurent une bonne gestion des finances publiques, compte tenu notamment des critères d'efficacité, d'efficience et d'économicité.

Art. 3
(Composition de l'Autorité et nomination de ses membres)

1. L'Autorité est un organe impartial qui exerce ses fonctions en toute autonomie et indépendance de jugement et d'appréciation.

2. L'Autorità è composta di tre membri nominati dal Consiglio regionale, di cui uno con funzioni di Presidente. La nomina avviene a scrutinio segreto e a maggioranza dei quattro quinti dei consiglieri assegnati.
3. Qualora, dopo due votazioni consecutive, non sia raggiunta la maggioranza stabilita al comma 2, la nomina è rinviata al primo Consiglio successivo ed avviene a maggioranza dei due terzi dei consiglieri assegnati.
4. Il Consiglio regionale nomina contestualmente, con le modalità di cui al presente articolo, i membri supplenti, i quali sostituiscono i rispettivi membri effettivi in ogni caso di assenza o di impedimento temporanei.
5. I componenti dell'Autorità sono scelti tra persone di notoria indipendenza, di elevata, specifica e riconosciuta professionalità, nell'ambito delle seguenti categorie di soggetti:
 - a) magistrati, anche in quiescenza, delle giurisdizioni superiori ordinaria ed amministrative;
 - b) professori ordinari di università in materie giuridiche, economiche e aziendalistiche;
 - c) dirigenti generali, o equiparati, dello Stato o di altre pubbliche amministrazioni, anche in quiescenza;
 - d) revisori contabili, iscritti nel relativo registro ed esercenti l'attività professionale da almeno quindici anni.
6. Ai fini della nomina dei componenti dell'Autorità non si applica la legge regionale 10 aprile 1997, n. 11 (Disciplina delle nomine e delle designazioni di competenza regionale), come modificata dalla legge regionale 29 ottobre 2004, n. 24, ad eccezione dell'articolo 5, comma 1.

Art. 4
(Durata in carica)

1. L'Autorità dura in carica cinque anni dalla data di nomina. I componenti effettivi dell'Autorità non possono essere riconfermati.
2. In caso di dimissioni, di decadenza o di qualsiasi altra causa di cessazione dalla carica di un componente dell'Autorità, il Consiglio regionale procede alla nomina del sostituto, che resta in carica sino alla scadenza naturale dell'Autorità.

Art. 5
(Cause ostative alla nomina e incompatibilità)

1. I componenti dell'Autorità non possono essere legati, o essere stati legati nel triennio antecedente la data di nomina, alla Regione o agli altri enti di cui all'articolo 1 da un rapporto di lavoro o di prestazione d'opera retribuita o da incarichi di carattere professionale, ancorché occasionali, ovvero da qualsiasi altro rapporto di natura patrimoniale tale da comprometterne l'indipendenza.

2. L'Autorité se compose de trois membres, dont le président, nommés par le Conseil régional au scrutin secret et à la majorité des quatre cinquièmes des conseillers.
3. Au cas où la majorité requise par le deuxième alinéa du présent article ne serait pas atteinte à l'issue du deuxième vote, la nomination en cause est renvoyée à la séance suivante du Conseil et a lieu à la majorité des deux tiers des conseillers.
4. Parallèlement, le Conseil régional nomme, selon les modalités visées au présent article, les membres suppléants, qui remplacent les membres titulaires respectifs en cas d'absence ou d'empêchement temporaire de ces derniers.
5. Les membres de l'Autorité sont choisis parmi des personnes dont l'indépendance est indiscutable et les compétences professionnelles élevées, spécifiques et reconnues, dans le cadre des catégories suivantes :
 - a) magistrats, même retraités, des juridictions supérieures ordinaires et administratives ;
 - b) professeurs ordinaires enseignant à l'université des matières juridiques, économiques et commerciales ;
 - c) directeurs généraux ou assimilés de l'État ou d'autres administrations publiques, même retraités ;
 - d) commissaires aux comptes, inscrits au registre y afférent et exerçant leur profession depuis au moins quinze ans.
6. Aux fins de la nomination des membres de l'Autorité, il n'est pas fait application de la loi régionale n° 11 du 10 avril 1997 portant dispositions pour les nominations et les désignations du ressort de la Région, modifiée par la loi régionale n° 24 du 29 octobre 2004, exception faite du premier alinéa de son art. 5.

Art. 4
(Durée de l'Autorité)

1. Les membres de l'Autorité sont élus pour une durée de cinq ans et leur mandat ne peut être renouvelé.
2. En cas de démission, de démission d'office ou de cessation de fonctions d'un membre de l'Autorité pour tout autre motif, le Conseil régional procède à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 5
(Causes d'inéligibilité et d'incompatibilité)

1. Les membres de l'Autorité ne peuvent être ou avoir été, dans les trois ans précédant leur nomination, titulaires d'un contrat de travail ou de prestation de services passé avec la Région ou avec les autres organismes visés à l'art. 1^{er} de la présente loi, ni d'un mandat de conseil, occasionnel ou non, ni d'un contrat de nature patrimoniale susceptible de compromettre leur indépendance.

2. Non può essere nominato componente dell'Autorità chi, nell'ambito del territorio regionale, ha ricoperto nel triennio antecedente la data di nomina cariche o uffici pubblici, anche di natura non elettiva, ovvero incarichi di direzione in partiti, movimenti politici e sindacali.
3. La carica di componente dell'Autorità è incompatibile con altre cariche o uffici pubblici, anche di natura non elettiva, ovvero con incarichi di direzione in partiti, movimenti politici e sindacali, che dovessero essere ricoperti, nell'ambito del territorio regionale, nel quinquennio di durata in carica dell'Autorità.
4. La carica di componente dell'Autorità è, inoltre, incompatibile con la carica di parlamentare europeo o di parlamentare nazionale.

Art. 6
(Accettazione della nomina)

1. Il Presidente del Consiglio regionale comunica la nomina all'interessato che, entro dieci giorni dalla ricezione della comunicazione, autocertifica per iscritto al Presidente del Consiglio regionale, a pena di decadenza dalla carica, di non trovarsi in alcuna delle situazioni ostative alla nomina o di incompatibilità previste all'articolo 5 della presente legge, nonché all'articolo 5, comma 1, della l.r. 11/1997.
2. La mancanza o l'infedeltà della dichiarazione di cui al comma 1 comporta la decadenza dalla carica.
3. Ciascun componente dell'Autorità è tenuto a comunicare tempestivamente al Presidente del Consiglio regionale il sopravvenire di possibili cause di incompatibilità.

Art. 7
(Dimissioni)

1. Le dimissioni dei componenti dell'Autorità sono presentate al Presidente del Consiglio regionale.
2. I componenti dimissionari, fino alla nomina del sostituto, sono sostituiti dal rispettivo membro supplente.

Art. 8
(Decadenza)

1. Costituiscono cause di decadenza dalla carica di componente dell'Autorità:
 - a) l'accertamento di una causa ostativa alla nomina;
 - b) la sussistenza di una causa di incompatibilità nel caso in cui l'interessato non provveda a rimuoverla;
 - c) la mancata partecipazione alle sedute dell'Autorità per un periodo superiore a sei mesi.

2. Ne peuvent être nommées membres de l'Autorité les personnes ayant exercé, en Vallée d'Aoste et dans les trois ans précédant leur nomination, des fonctions ou des mandats publics, électifs ou non, ou une charge de direction dans un parti ou un mouvement politique ou dans un syndicat.
3. Les fonctions de membre de l'Autorité sont incompatibles avec les autres fonctions ou mandats publics, électifs ou non, et avec toute charge de direction dans un parti ou un mouvement politique ou dans un syndicat, en Vallée d'Aoste et pendant les cinq ans de mandat de l'Autorité.
4. Les fonctions de membre de l'Autorité sont incompatibles avec celles de parlementaire européen ou italien.

Art. 6
(Acceptation de la nomination)

1. Le président du Conseil régional communique sa nomination à l'intéressé. Celui-ci est tenu de présenter au président du Conseil régional, dans les dix jours qui suivent la réception de ladite communication, sous peine de déchéance de son droit à la nomination, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'inéligibilité ou d'incompatibilité prévus à l'art. 5 de la présente loi et au premier alinéa de l'art. 5 de la LR n° 11/1997.
2. Au cas où l'intéressé ne présenterait pas de déclaration sur l'honneur au sens du premier alinéa du présent article ou en cas de déclaration mensongère, la déchéance de son droit à la nomination est prononcée.
3. Tout membre de l'Autorité est tenu d'informer sans délai le président du Conseil régional des incompatibilités qui surviendraient en cours de mandat.

Art. 7
(Démission)

1. La lettre de démission des membres de l'Autorité doit être adressée au président du Conseil régional.
2. Les fonctions des membres démissionnaires sont exercées par leurs suppléants jusqu'à la nomination de leurs remplaçants.

Art. 8
(Démission d'office)

1. Sont déclarés démissionnaires d'office les membres de l'Autorité qui :
 - a) se trouvent dans l'un des cas d'inéligibilité prévus ;
 - b) se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité prévus et ne régularisent pas leur situation ;
 - c) n'assistent pas aux séances de l'Autorité pendant une période de plus de six mois.

2. Il Presidente del Consiglio regionale, entro dieci giorni da quello in cui è venuto a conoscenza della causa di decadenza, la contesta per iscritto all'interessato. L'interessato, entro dieci giorni dalla data di ricezione della contestazione, può presentare osservazioni e controdeduzioni. Il Presidente del Consiglio regionale provvede all'archiviazione del procedimento qualora la causa di decadenza risulti insussistente o sia stata rimossa, ovvero propone al Consiglio regionale, nella prima seduta utile, l'adozione del provvedimento di decadenza e di contestuale nomina del sostituto.

Art. 9
(Autonomia funzionale ed organizzativa)

1. L'Autorità è dotata di autonomia funzionale ed organizzativa.
2. Entro due mesi dalla data del suo insediamento, l'Autorità delibera, con il voto unanime dei suoi componenti, il proprio regolamento interno che ne disciplina l'organizzazione ed il funzionamento.
3. Spetta al Presidente dell'Autorità sovrintendere all'attività istruttoria e curare l'esecuzione delle deliberazioni dell'Autorità stessa.

Art. 10
(Compiti)

1. Nell'ambito dell'attività di verifica di cui all'articolo 2 e nel rispetto della natura collaborativa del controllo esercitato, spetta all'Autorità, nei confronti della Regione e degli altri enti di cui all'articolo 1:
 - a) verificare la corretta gestione finanziaria;
 - b) verificare la correttezza della gestione dei cofinanziamenti regionali per interventi sostenuti con fondi europei;
 - c) formulare, a richiesta degli organi collegiali, sia assembleari sia esecutivi, della Regione e degli altri enti di cui all'articolo 1, osservazioni sull'efficace ed efficiente gestione di procedure amministrative di particolare rilevanza o di interesse generale, riferendo tempestivamente sugli esiti dell'attività svolta agli organi richiedenti, anche al fine di stimolare processi di autocorrezione.
2. Spetta altresì all'Autorità:
 - a) valutare la realizzazione degli obiettivi previsti dalla legislazione e dai settori programmatici evidenziati nel bilancio della Regione;
 - b) verificare la regolare tenuta della contabilità e la puntuale rilevazione dei fatti di gestione nelle scritture contabili della Regione;
 - c) verificare l'attuazione, da parte della Regione e degli enti locali, della disciplina relativa al patto di stabilità interno previsto dalla normativa statale e regionale vigente.

2. Dans les dix jours qui suivent la date où il prend connaissance de la cause d'une démission d'office, le président du Conseil régional la notifie par écrit à l'intéressé. Celui-ci, dans les dix jours qui suivent la réception de ladite notification, peut présenter ses observations et ses réponses en réplique. Si la cause de la démission d'office s'avère inexistante ou que la situation est régularisée, le président du Conseil régional verse aux archives le dossier ; dans le cas contraire, il propose, à la première séance utile du Conseil régional, l'adoption de l'acte portant la démission d'office en cause et de l'acte de nomination du remplaçant y afférent.

Art. 9
(Autonomie de fonctionnement et d'organisation)

1. L'Autorité dispose d'une autonomie de fonctionnement et d'organisation.
2. Dans les deux mois qui suivent son installation, l'Autorité approuve, à l'unanimité de ses membres, le règlement interne qui régit son organisation et son fonctionnement.
3. Il appartient au président de l'Autorité de superviser les procédures d'instruction et de veiller à l'exécution des délibérations de l'Autorité.

Art. 10
(Fonctions)

1. Dans le cadre de l'activité de contrôle visée à l'art. 2 de la présente loi et dans le respect de la nature du contrôle exercé, il appartient à l'Autorité :
 - a) de vérifier si la gestion des finances publiques est correcte ;
 - b) de vérifier si la gestion des aides régionales aux actions cofinancées par la Région et par l'Union européenne est correcte ;
 - c) de formuler, à la demande des organes collégiaux (assemblées et exécutifs) de la Région et des autres organismes visés à l'art. 1^{er} de la présente loi, des observations sur l'efficacité et l'efficience de leur gestion des procédures administratives revêtant un intérêt particulier ou un intérêt général et de les informer sans délai des résultats de l'activité exercée, dans le but, entre autres, de stimuler des processus d'autocorrection.
2. Il appartient également à l'Autorité :
 - a) d'apprécier la réalisation des objectifs prévus par la législation et par les secteurs programmatiques figurant au budget de la Région ;
 - b) de vérifier si la comptabilité est tenue d'une manière régulière et si les faits de gestion sont enregistrés ponctuellement sur les livres comptables de la Région ;
 - c) de vérifier si la Région et les collectivités locales appliquent la réglementation relative au pacte de stabilité interne prévu par la législation nationale et régionale en vigueur.

Art. 11
(Acquisizione di informazioni)

1. L'Autorità ha diritto di ottenere dagli uffici della Regione e degli altri enti di cui all'articolo 1 notizie, informazioni e documenti utili all'espletamento dei compiti di cui all'articolo 10; i dati così acquisiti sono tutelati dal segreto d'ufficio.

Art. 12
(Obbligo di riferire)

1. L'Autorità riferisce, entro il 31 marzo di ogni anno, al Consiglio regionale, ai Consigli dei Comuni e delle Comunità montane sugli esiti del controllo svolto, inviando apposita relazione.

Art. 13
(Compensi)

1. Ai componenti effettivi dell'Autorità è riconosciuta un'indennità mensile di funzione in misura pari alla diaria mensile spettante ai consiglieri regionali. Per il Presidente, tale indennità è maggiorata del 10 per cento. Ai componenti supplenti è riconosciuto un gettone di presenza per la partecipazione ad ogni giornata di seduta dell'Autorità, in misura pari ad un quinto della diaria mensile spettante ai consiglieri regionali.
2. Ai componenti dell'Autorità che non risiedono nel luogo di riunione dell'Autorità stessa è dovuto il rimborso, con le modalità previste per i consiglieri regionali, delle spese di trasferta, effettivamente sostenute e documentate, funzionali ad ogni giornata di seduta.
3. Ai componenti dell'Autorità, che su incarico dell'Autorità stessa si recano in località diverse da quella di residenza, è dovuto il rimborso, con le modalità previste per i consiglieri regionali, delle spese di trasferta effettivamente sostenute e documentate.

Art. 14
(Dotazione organica e strumentale)

1. L'Ufficio di Presidenza del Consiglio regionale, sentita l'Autorità, pone a disposizione della stessa il personale ed i beni, mobili ed immobili, necessari alle esigenze di funzionamento dell'Autorità, assumendone i relativi oneri.
2. L'Ufficio di Presidenza determina, nell'ambito dell'organico del Consiglio regionale, la dotazione organica dell'Autorità. Il personale assegnato all'Autorità dipende gerarchicamente e funzionalmente dal Presidente dell'Autorità.
3. Per la gestione amministrativa del personale, l'Autorità si avvale della struttura del Consiglio regionale competente in materia di personale.

Art. 11
(Acquisition d'informations)

1. L'Autorité a le droit de demander aux bureaux de la Région et des autres organismes visés à l'art. 1^{er} de la présente loi les nouvelles, informations et documents qui lui sont nécessaires aux fins de l'exercice des fonctions visées à l'art. 10 ci-dessus ; les données ainsi obtenues sont confidentielles.

Art. 12
(Obligation de rédiger un rapport écrit)

1. L'Autorité est tenue de faire parvenir au Conseil régional, aux conseils communaux et aux conseils des Communautés de montagne un rapport écrit sur les résultats du contrôle qu'elle a exercé, et ce, au plus tard le 31 mars de chaque année.

Art. 13
(Rémunérations)

1. Les membres titulaires de l'Autorité touchent une indemnité mensuelle de fonctions égale à l'allocation mensuelle prévue pour les conseillers régionaux, l'indemnité du président étant majorée de 10 p. 100. Pour chaque journée de séance, les membres suppléants touchent un jeton de présence dont le montant correspond à un cinquième de ladite allocation mensuelle.
2. Les membres de l'Autorité qui résident dans un lieu autre que celui où se tiennent les séances de l'Autorité ont droit à un remboursement des frais de déplacement effectivement supportés et documentés au titre de chaque journée de travail, selon les modalités prévues pour les conseillers régionaux.
3. Les membres de l'Autorité qui sont mandatés à l'effet de se rendre dans un lieu autre que celui où ils résident ont droit à un remboursement des frais de déplacement effectivement supportés et documentés, selon les modalités prévues pour les conseillers régionaux.

Art. 14
(Ressources humaines et matérielles)

1. Après avoir entendu l'Autorité, le Bureau de la Présidence du Conseil régional met à la disposition de celle-ci le personnel et les biens, meubles et immeubles, dont elle a besoin pour son fonctionnement et prend en charge les frais y afférents.
2. Le Bureau de la Présidence du Conseil régional fixe, dans le cadre de l'organigramme de celui-ci, les effectifs de l'Autorité, qui dépendent hiérarchiquement et fonctionnellement du président de cette dernière.
3. Pour ce qui est de la gestion administrative de son personnel, l'Autorité fait appel à la structure du Conseil régional compétente en matière de personnel.

Art. 15
(Spese di funzionamento e di gestione)

1. Trovano copertura negli stanziamenti annuali previsti negli appositi capitoli del bilancio del Consiglio regionale le spese per l'Autorità relative:
 - a) al trattamento economico ed alle trasferte dei componenti dell'Autorità;
 - b) ai locali assegnati;
 - c) al funzionamento amministrativo;
 - d) alle attività connesse allo svolgimento delle funzioni dell'Autorità;
 - e) al trattamento economico ed alle trasferte del personale assegnato.
2. Gli atti per la gestione amministrativa e contabile relativi allo svolgimento delle funzioni dell'Autorità sono adottati dai dirigenti delle strutture organizzative del Consiglio regionale, secondo le rispettive competenze.

Art. 16
(Rinvio)

1. All'incremento della dotazione organica del Consiglio regionale finalizzato all'assegnazione di personale all'Autorità si provvede con la legge finanziaria per l'anno 2006.

Art. 17
(Disposizione finale)

1. Le attività di verifica di cui alla presente legge non si estendono agli atti del Consiglio regionale e dei suoi organi interni adottati nell'esercizio dell'autonomia funzionale e organizzativa riconosciute dallo Statuto speciale e dal regolamento interno del Consiglio regionale.

Art. 18
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere derivante dall'applicazione della presente legge è determinato complessivamente in euro 450.000 per l'anno 2005 ed in annui euro 350.000 a decorrere dal 2006.
2. L'onere di cui al comma 1 trova copertura nello stato di previsione della spesa del bilancio della Regione per l'anno finanziario 2005 e di quello pluriennale per il triennio 2005/2007, nell'obiettivo programmatico 1.1.1. (Consiglio regionale).
3. Al finanziamento dell'onere di cui al comma 1 si provvede:
 - a) quanto ad euro 110.000 annui per gli anni 2005, 2006 e 2007, mediante utilizzo, per pari importo, degli stanziamenti iscritti nell'obiettivo programmatico 3.1. (Fondi globali) al capitolo 69000 (Fondo globale per il finanziamento di spese correnti), a valere sugli specifici accantonamenti previsti al punto A.8 dell'allegato 1 al bilancio di previsione della Regione per

Art. 15
(Frais de fonctionnement et de gestion)

1. Les dépenses indiquées ci-après sont couvertes par les crédits inscrits chaque année aux chapitres du budget du Conseil régional prévus à cet effet :
 - a) rémunérations et frais de déplacement des membres de l'Autorité ;
 - b) frais pour les locaux ;
 - c) frais de fonctionnement ;
 - d) frais liés à l'exercice des fonctions de l'Autorité ;
 - e) traitements et frais de déplacement des personnels de l'Autorité.
2. Les actes relevant de la gestion administrative et comptable liée à l'exercice des fonctions de l'Autorité sont adoptés par les dirigeants des structures organisationnelles du Conseil régional, chacun en ce qui le concerne.

Art. 16
(Renvoi)

1. En vue de l'affectation du personnel nécessaire à l'Autorité, de nouveaux postes seront créés dans le cadre de l'organigramme du Conseil régional par la loi de finances 2006.

Art. 17
(Disposition finale)

1. L'activité de contrôle visée à la présente loi ne porte pas sur les actes du Conseil régional et de ses organes adoptés dans le cadre de l'autonomie de fonctionnement et d'organisation reconnue par le Statut spécial et par le règlement intérieur du Conseil régional.

Art. 18
(Dispositions financières)

1. La dépense globale prévue aux fins de l'application de la présente loi s'élève à 450 000 euros au titre de 2005 et à 350 000 euros par an à compter de 2006.
2. La dépense visée au premier alinéa du présent article est couverte par les crédits inscrits à l'état prévisionnel des dépenses du budget 2005 et du budget pluriannuel 2005/2007 de la Région, dans le cadre de l'objectif programmatique 1.1.1. (Conseil régional).
3. La dépense visée au premier alinéa du présent article est financée comme suit :
 - a) quant à 110 000 euros par an, au titre de 2005, 2006 et 2007, par le prélèvement, pour un montant équivalent, des crédits inscrits au chapitre 69000 (Fonds global pour le financement des dépenses ordinaires) de l'objectif programmatique 3.1. (Fonds globaux), à valoir sur les fonds prévus au point A.8 de l'annexe 1 du budget prévisionnel 2005 et du budget pluriannuel

- l'anno finanziario 2005 e per il triennio 2005/2007;
- b) quanto ad euro 340.000 per l'anno 2005, mediante utilizzo, per pari importo, degli stanziamenti iscritti nell'obiettivo programmatico 3.2. (Altri oneri non ripartibili) al capitolo 69360 (Fondo di riserva per le spese impreviste) del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 2005;
- c) quanto ad euro 240.000 annui per gli anni 2006 e 2007, mediante utilizzo, per pari importo, degli stanziamenti iscritti nell'obiettivo programmatico 1.1.1. (Consiglio regionale) al capitolo 20000 (Fondo per il funzionamento del Consiglio regionale) del bilancio di previsione della Regione per il triennio 2005/2007.
4. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, su proposta dell'assessore regionale competente in materia di bilancio, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge sarà pubblicata sul Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 19 maggio 2005.

Il Presidente
PERRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 60

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 4545 del 06.12.2004);
- presentato al Consiglio regionale in data 09.12.2004;
- assegnato alle Commissioni consiliari permanenti I e II in data 21.12.2004;
- esaminato dalle Commissioni consiliari permanenti I e II, con parere in data 26.04.2005, nuovo testo delle Commissioni e relazione del Consigliere PRADUROUX;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta dell'11.05.2005, con deliberazione n. 1307/XII;
- trasmesso al Presidente della Regione in data 17.05.2005.

- 2005/2007 de la Région ;
- b) quant à 340 000 euros au titre de 2005, par le prélèvement, pour un montant équivalent, des crédits inscrits au chapitre 69360 (Fonds de réserve pour les dépenses imprévues) du budget prévisionnel 2005 de la Région, dans le cadre de l'objectif programmatique 3.2. (Frais divers ne pouvant être ventilés) ;
- c) quant à 240 000 euros par an, au titre de 2006 et 2007, par le prélèvement, pour un montant équivalent, des crédits inscrits au chapitre 20000 (Fonds pour le fonctionnement du Conseil régional) du budget pluriannuel 2005/2007 de la Région, dans le cadre de l'objectif programmatique 1.1.1. (Conseil régional).

4. Aux fins de l'application de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer les rectifications du budget s'avérant nécessaires, sur proposition de l'assesseur régional compétent en matière de budget.

La présente loi est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 19 mai 2005.

Le président,
Carlo PERRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 60

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 4545 du 06.12.2004) ;
- présenté au Conseil régional en date du 09.12.2004 ;
- soumis aux Commissions permanentes du Conseil I^{ère} et II^{ème} en date du 21.12.2004 ;
- examiné par les Commissions permanentes du Conseil I^{ère} et II^{ème} - avis en date du 26.04.2005, nouveau texte des Commissions et rapport du Conseiller PRADUROUX ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 11.05.2005, délibération n° 1307/XII ;
- transmis au Président de la Région en date du 17.05.2005.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
19 MAGGIO 2005, N. 10

Nota all'articolo 1:

⁽¹⁾ L'articolo 2, comma primo, lettere a) e b), della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 prevede quanto segue:

«[In armonia con la Costituzione e i principi dell'ordinamento giuridico della Repubblica e con rispetto degli obblighi internazionali e degli interessi nazionali, nonché delle norme fondamentali delle riforme economico-sociali della Repubblica, la Regione ha potestà legislativa nelle seguenti materie: ...]

- a) ordinamento degli uffici e degli enti dipendenti dalla Regione e stato giuridico ed economico del personale;
- b) ordinamento degli enti locali e delle relative circoscrizioni;...».

L'articolo 3, comma primo, lettera f), della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 prevede quanto segue:

«[La Regione ha la potestà di emanare norme legislative di integrazione e di attuazione delle leggi della Repubblica, entro i limiti indicati nell'articolo precedente, per adattarle alle condizioni regionali, nelle seguenti materie: ...]
... f) finanze regionali e comunali; ».

L'articolo 10 della legge costituzionale 18 ottobre 2001, n. 3 prevede quanto segue:

«10.1. Sino all'adeguamento dei rispettivi statuti, le disposi-

zioni della presente legge costituzionale si applicano anche alle Regioni a statuto speciale ed alle province autonome di Trento e di Bolzano per le parti in cui prevedono forme di autonomia più ampie rispetto a quelle già attribuite.».

Nota all'articolo 6:

⁽²⁾ L'articolo 5, comma 1, della legge regionale 10 aprile 1997, n. 11 prevede quanto segue:

«1. Non possono essere candidati, né ricoprire gli incarichi di cui alla presente legge coloro che:

- a) si trovino in stato di interdizione legale o di interdizione dagli uffici direttivi delle persone giuridiche e delle imprese;
- b) si trovino nelle condizioni di cui all'art. 15 della legge 19 marzo 1990, n. 55 (Nuove disposizioni per la prevenzione della delinquenza di tipo mafioso e di altre gravi forme di manifestazione di pericolosità sociale), come modificato dall'art. 1 della legge 18 gennaio 1992, n. 16 (Norme in materia di elezioni e nomine presso le regioni e gli enti locali) e dalla legge 12 gennaio 1994, n. 30 (Disposizioni modificative della L. 19 marzo 1990, n. 55, in materia di elezioni e nomine presso le regioni e gli enti locali, e della L. 17 febbraio 1968, n. 108, in materia di elezioni dei consigli regionali delle regioni a statuto ordinario);
- c) siano stati condannati con sentenza definitiva a pena detentiva per uno dei reati previsti dal regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 (Disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia), e successive modificazioni, ovvero per uno dei delitti previsti nel libro V, titolo XI del codice civile o dal regio decreto 16 marzo 1942, n. 267 (Disciplina del fallimento, del concordato preventivo, dell'amministrazione controllata e della liquidazione coatta amministrativa), e successive modificazioni.».